



L'extrême droite défend-elle les salarié.es ? A vous de juger...

lundi 3 avril 2017, par [Bariaud](#)



L'extrême droite défend-elle les salarié.es ? A vous de juger...

Depuis des années, la FERC CGT combat les réformes libérales, les attaques contre le monde du travail et la protection sociale et les politiques austéritaires des différents gouvernements qui ont été amenés à diriger le pays. De nombreux partis et représentant.es politiques se font le relais des exigences des tenants du capitalisme et ne font aucun cas des besoins des populations, des droits des salarié.es et retraité.es, provoquant ainsi la montée des idées d'extrême droite. La FERC s'inscrit dans les luttes menées contre les lois Macron, Rebsamen, El Khomri et dans l'opposition à l'ensemble des attaques menées contre les droits et libertés syndicales. Les renoncements idéologiques et les politiques austéritaires font le jeu de l'extrême droite et du repli identitaire.

L'extrême droite et ses idées ne constituent pas un mouvement politique comme les autres. C'est une menace pour la démocratie et le monde du travail. La FERC CGT combat l'extrême droite et ses idées parce que sa vision du monde développée est fondée sur l'inégalité et les discriminations, en fonction des origines, des régions, des cultures et des sexes.

L'extrême droite divise et met en opposition le monde du travail et fait ainsi le jeu du patronat. Elle porte un projet de régression sociale, et notamment d'austérité avec une coupe du service public et une diminution drastique du nombre de fonctionnaires. Dans les collectivités dirigées par le Front National (FN) et la Ligue du Sud (LS) les représentant.es de l'extrême droite s'attaquent systématiquement à l'Éducation, à la Culture, aux associations et aux droits des femmes, ils cassent le lien social et les solidarités.

Comme d'autres partis, l'extrême droite menace les libertés durement conquises par les salarié.es : la liberté d'expression au travail comme dans la société, la liberté de la presse ou encore la liberté de mobilisation et d'organisation. C'est pour toutes ces raisons que la FERC CGT appelle à mettre en échec partout l'extrême droite.

Mais, aujourd'hui, simplement dénoncer l'extrême droite ne suffit plus pour la combattre. Le chômage et la précarité atteignent des records. La main en concurrence des territoires accentue les inégalités et la relégation. L'absence de réponse au dumping social généré par la mondialisation capitaliste et par les impasses des politiques libérales et austéritaires menées en Europe offre un boulevard au repli nationaliste et à la « préférence nationale ». Cette notion d'essence éminemment raciste vise à diviser les salarié.es, privé.es d'emploi et retraité.es et à déterminer la colline de celles et ceux qui devraient au contraire se rassembler pour lutter ensemble contre les seuls privilégiés qui accaparent les richesses produites. Ce qui est en cause, ce sont les prémisses non tenues et la démission des gouvernements face au marché et aux politiques économiques austéritaires. La fuite en avant dans le dérive sécuritaire est une impasse qui conduit à la normalisation du discours de l'extrême droite. Dans ce contexte, beaucoup de celles et ceux qui se présentent aux élections comme des « non-partis » sont en réalité responsables de la montée des voix en faveur de l'extrême droite.

Le syndicalisme est aussi interpellé par le développement de l'extrême droite et de ses idées. Il n'y a pas d'alternatif de l'extrême droite mais un agglomérat d'illusions. Ce n'est que comme ça, d'ailleurs, que l'on peut comprendre la soi-disant différence entre l'extrême droite au Sud et au Nord : en réalité, l'extrême droite s'accroche très bien de cet agglomérat et assume son discours parfois contradictoire. Les militant.es de la FERC CGT luttent donc sans relâche contre l'extrême droite et ses idées, y compris lorsqu'elles sont portées par d'autres partis politiques. Nous serons auprès des salarié.es, des privé.es d'emploi et des retraité.es, pour dénoncer l'impasse sociale que représente l'extrême droite. Notre combat comme le fascisme sera un combat d'idées et sur le terrain pour défendre nos droits et libertés et mettre de nouvelles conquêtes sociales à l'ordre du jour.

Fédération CGT Éducation Recherche Culture

Depuis des années, la FERC CGT combat les réformes libérales, les attaques contre le monde du travail et la protection sociale et les politiques austéritaires des différents gouvernements qui ont été amenés à diriger le pays. De nombreux partis et représentant.es politiques se font le relais des exigences des tenants du capitalisme et ne font aucun cas des besoins des populations, des droits des salarié.es et retraité.es, provoquant ainsi la montée des idées d'extrême droite. La FERC s'inscrit dans les luttes menées contre les lois Macron, Rebsamen, El Khomri et dans l'opposition à l'ensemble des attaques menées contre les droits et libertés syndicales. Les renoncements idéologiques et les politiques austéritaires font le jeu de l'extrême droite et du repli identitaire.

L'extrême droite et ses idées ne constituent pas un mouvement politique comme les autres. C'est une

menace pour la démocratie et le monde du travail. La FERC CGT combat l'extrême droite et ses idées parce que sa vision du monde développée est fondée sur l'inégalité et les discriminations, en fonction des origines, des religions, des cultures et des sexes.

L'extrême droite divise et met en opposition le monde du travail et fait ainsi le jeu du patronat. Elle porte un projet de régression sociale, et notamment d'austérité avec une casse du Service public et une diminution drastique du nombre de fonctionnaires. Dans les collectivités dirigées par le Front National (FN) et la Ligue du Sud (LS) les représentant.es de l'extrême droite s'attaquent systématiquement à l'Éducation, à la Culture, aux associations et aux droits des femmes, ils cassent le lien social et les solidarités.

Comme d'autres partis, l'extrême droite menace les libertés durement conquises par les salarié.es : la liberté d'expression au travail comme dans la société, la liberté de la presse ou encore la liberté de mobilisation et d'organisation. C'est pour toutes ces raisons que la FERC CGT appelle à mettre en échec partout l'extrême droite.

Mais, aujourd'hui, simplement dénoncer l'extrême droite ne suffit plus pour la combattre. Le chômage et la précarité atteignent des records. La mise en concurrence des territoires accentue les inégalités et la relégation. L'absence de réponse au dumping social généré par la mondialisation capitaliste et par les impasses des politiques libérales et austéritaires menées en Europe offre un boulevard au repli nationaliste et à la « préférence nationale ». Cette notion d'essence éminemment raciste vise à diviser les salarié.es, privé.es d'emploi et retraité.es et à détourner la colère de celles et ceux qui devraient au contraire se rassembler pour lutter ensemble contre les vrais privilégiés qui accaparent les richesses produites. Ce qui est en cause, ce sont les promesses non tenues et la démission des gouvernements face au marché et aux politiques économiques austéritaires. La fuite en avant dans la dérive sécuritaire est une impasse qui conduit à la normalisation du discours de l'extrême droite. Dans ce contexte, beaucoup de celles et ceux qui se présentent aux élections comme des « remparts » sont en réalité responsables de la montée des voix en faveur de l'extrême droite.

Le syndicalisme est aussi interpellé par le développement de l'extrême droite et de ses idées. Il n'y a pas d'électorat de l'extrême droite mais un agglomérat d'électeurs. Ce n'est que comme ça, d'ailleurs, que l'on peut comprendre la soi-disant différence entre l'extrême droite au Sud et au Nord : en réalité, l'extrême droite s'accommode très bien de cet agglomérat et assume son discours parfois contradictoire. Les militant.es de la FERC CGT lutteront donc sans relâche contre l'extrême droite et ses idées, y compris lorsqu'elles sont portées par d'autres partis politiques. Nous serons auprès des salarié.es, des privé.es d'emploi et des retraité.es, pour démontrer l'imposture sociale que représente l'extrême droite. Notre combat contre le fascisme sera un combat d'idées et sur le terrain pour défendre nos droits et libertés et mettre de nouvelles conquêtes sociales à l'ordre du jour.

L'extrême droite veut-elle soutenir l'enseignement supérieur et la recherche ?

Le Front National annonce que « le budget de la recherche publique (RP) non finalisé sera progressivement augmenté lorsque la situation des finances publiques se rétablira » mais aussi que « les contraintes budgétaires ne permettront qu'un accroissement limité et progressif des sommes consacrées à la recherche publique ». Bref, dans un cas on attend que la situation aille mieux, et dans l'autre on nous parle de contraintes budgétaires ! Et comment palier ces « contraintes budgétaires » ? : « C'est donc avant tout par une incitation forte du secteur privé à accroître ses objectifs que cet objectif (augmentation progressive des budgets de la RP) pourra être atteint ». Et plus loin : « Le privé et le public doivent dialoguer au-delà des questions de statut / Le doctorat ne forme quasiment qu'aux carrières universitaires et de recherche et n'irrigue pas suffisamment la vie professionnelle dans le secteur privé / l'effort de recherche nous semble devoir être porté sur des secteurs-clefs pour la compétitivité de l'économie et de l'industrie française dont notamment le développement d'énergies alternatives au nucléaire (énergies renouvelables, mais aussi l'utilisation de l'hydrogène) ».

L'extrême droite démontre là encore son imposture et son double discours, ainsi que les méthodes qu'il emploie pour arriver à ses fins : contre-vérités, discours caricaturaux, imprécis, sans rigueur, etc.

En perspective : baisse des budgets et cadeaux au secteur privé et aux entreprises !

L'extrême droite est-elle aux côtés des salarié.es pour défendre les droits sociaux de toutes et tous ?

Lors des mobilisations contre la « Loi Travail », l'extrême droite n'a pas eu de mots assez durs pour dénoncer les mobilisations et demander l'interdiction des manifestations. Les parlementaires du FN ont même déposé des amendements durcissant le projet de loi. Et si ces amendements ont finalement été retirés, c'est surtout car le FN voulait se placer dans une posture contre le système... En effet, sur le fond, la « Loi Travail » correspond au programme du FN. Ainsi, il propose la suppression des cotisations sociales, ce qui remettrait en cause notre système solidaire de protection sociale. De plus, il est prévu des « économies » dans les Services publics (15 milliards rien que pour le système de santé !).

Pas de surprise : dans les villes dirigées par l'extrême-droite, les mesures antisociales sont multiples. Cela passe par l'exclusion des activités périscolaires pour les enfants dont les parents sont privés d'emploi (Béziers), l'imposition d'heures supplémentaires « obligatoires » pour les personnels (Beaucaire), ou encore la baisse du salaire et la suppression de primes pour les personnels (Le Pontet). Tout ceci avec la touche autoritaire qui caractérise l'extrême droite comme cette injonction, à Hayange, au « devoir de réserve », même en dehors du travail, « sous peine de sanctions disciplinaires. »

Le programme de l'extrême droite porte en lui une véritable imposture sociale !

Une culture de toutes et tous pour toutes et tous ?

« Marseille, capitale européenne du cannabis [qui promeut] l'art dégénéré. [Il faut stopper ces expositions] pédopornographiques. » Ces propos ne datent pas des années 1930/1940 mais des années 2010 et sont l'œuvre de Stéphane Ravier, maire FN d'un secteur de Marseille. Par cette rhétorique, avec des agissements qui mêlent autoritarisme et coups d'éclats, l'extrême droite entend promouvoir une « culture populaire » opposée à une supposée « culture élitiste ».

Mais pour l'extrême droite, la Culture est surtout un outil d'exclusion. C'est l'identité civilisationnelle qui est promue. Marion Maréchal-Le Pen, députée FN, ne dit pas autre chose lorsqu'elle promettait, lors des élections régionales de 2015, « la création d'une vice-présidence à l'identité, [...], pour l'affirmation de nos traditions populaires et de notre héritage civilisationnel. »

Quelle vision de l'Éducation Nationale et de ses personnels ?

« Métastase rouges des quartiers », « racailles », « petits cons »... voilà comme sont qualifiés les enseignant.es par l'extrême droite à Marseille, Beaucaire et Béziers, lorsqu'ils/elles sont en désaccord avec les idées portées. De fait, les principes d'émancipation et de respect qui fondent l'ambition éducatrice ne peuvent que déplaire à l'extrême droite dont le socle idéologique est l'exclusion et la discrimination.

Après avoir vainement tenté de créer des syndicats, le FN a créé le « collectif Racine » et travaille à l'infiltration de ses idées dans le monde de l'éducation.

Le « collectif Racine », sous couvert de répondre aux difficultés des personnels, développe un discours idéologique discriminant en considérant que le « renoncement à l'autorité est imputable aux idéologies égalitaristes et libertaires. ». Les valeurs d'égalité et d'émancipation sont attaquées pour défendre la sélection, le tri social et la discrimination. En effet, l'extrême droite prône que « sur le plan culturel, c'est le relativisme, l'individualisme et d'hédonisme que révèle la non-sélection des élèves. ».

Elle intervient aussi sur le fond des programmes à des fins idéologiques, reprenant les pires poncifs coloniaux, avec des relents racistes. Ainsi, voici comment elle évoque les programmes au collège (2015) : « L'enseignement du Moyen-Age et du christianisme facultatif et vu sous l'angle de l'histoire des mentalités, l'enseignement de l'islam obligatoire, la disparition du roman national et des grandes heures au profit d'une histoire ouverte, le recensement insupportable de tous les crimes dont notre pays se serait rendu coupable. ».

L'extrême droite défend une école autoritaire, avec une vision rétrograde et réactionnaire des enseignements, une utilisation idéologique de l'enseignement de l'histoire et le refus du vivre-ensemble.

Qui sommes-nous ?

Au sein de la CGT, La Fédération Éducation Recherche et Culture (FERC CGT) regroupe les syndicats de l'Éducation nationale, de l'Enseignement et de la formation privés, de l'Enseignement supérieur, de la Formation professionnelle, de la Recherche, des CFA, de l'Éducation populaire, de la Culture, du Sport, de l'Animation, des MFR, des CROUS...

La FERC CGT est le lien entre tous ces personnels, qu'elles.ils soient de droit public ou de droit privé, qui interviennent dans ces champs, qu'elles-ils soient actif.ves ou retraité.es.

Les valeurs de la CGT sont à l'exact opposé de celles de l'extrême-droite. LA FERC CGT défend des valeurs universalistes et lutte contre l'ensemble des discriminations, quelle qu'en soit la nature, pour que l'ensemble des salarié.es aient les mêmes droits. Ses militant.es, porteurs de l'idée d'une École, d'une Culture et d'une Formation pour toutes et tous, balisent les chemins de la connaissance, ouvrent à la compréhension du monde, à la solidarité, participent à l'instauration de la justice sociale, constituent des remparts à la reproduction des inégalités.

Dans une perspective émancipatrice et de progrès social pour toutes et tous, la FERC CGT travailler à l'unité d'action pour défendre nos conquies et gagner sur nos revendications.